

Philippe Martin, président du Conseil Départemental, décline l'invitation à la conférence du Contrat de Plan Etat-Région

"Un Contrat de Plan 2021-2027 qui ferait l'impasse sur le rail et la route n'a pas de sens pour le Gers", estime Philippe Martin.



Philippe Martin, président du Conseil Départemental, décline l'invitation à la conférence du Contrat de Plan Etat-Région

Lundi 14 octobre, Philippe Martin était invité en tant que président du Département du Gers à participer à Toulouse à une conférence territoriale de l'action publique (CTAP), co-présidée par le préfet de Région et la présidente de la Région Occitanie.

Cette première réunion avait pour but de fixer le cadre et le périmètre de la nouvelle génération de Contrat de Plan Etat-Région (CPER) censés définir les priorités sur lesquelles s'accordent l'État, la Région et les collectivités infra-régionales en matière d'investissements publics ouf la période 2021-2027.

Le président du Département du Gers a décidé de ne pas participer à cette réunion "en constatant que l'Etat ne prévoyait pas d'inscrire dans ces futurs CPER la thématique de la mobilité multi-modale et des transports (désenclavement routier, ligne TER, déplacements doux)".

« De l'achèvement de la mise en deux fois deux voies de la RN124 à la modernisation de la ligne de chemin de fer Auch-Toulouse en passant par la mise en place de solutions d'éco-mobilité, le Gers a besoin d'engagements précis et chiffrés pour garantir la poursuite des investissements en cours, ainsi qu'un rééquilibrage territorial qui fait aujourd'hui défaut. Il n'y a aucun intérêt à débattre d'un Contrat de Plan qui ne mobiliserait aucun crédit sur ces thématiques, ce qui est aujourd'hui le cas » a indiqué Philippe Martin pour justifier son geste symbolique.

Le président du Département avait prévenu le préfet de Région Etienne Guyot, lors de sa récente venue, à Auch, pour l'inauguration du Musée des Amériques, ainsi que la Présidente Carole Delga, dont il soutient par ailleurs les efforts pour que " l'État revoit sa copie et propose d'inclure un volet mobilités durables et transport dans le futur CPER pour la période 2021-2027".